



RCS : COMPIEGNE

Code greffe : 6002

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de COMPIEGNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1980 B 50001

Numéro SIREN : 317 613 438

Nom ou dénomination : ANI

Ce dépôt a été enregistré le 06/02/2014 sous le numéro de dépôt 635

ANI

S.A.R.L. au capital de 100 000 €

**46 Place de l'Eglise
60330 LE PLESSIS BELLEVILLE**

RCS SENLIS B 317 613 438

**STATUTS MIS A JOUR
LE 21 DECEMBRE 2013**

ENTRE LES SOUSSIGNES

Mme PROUST Valérie épouse POURVENDIER

Née le 22 juillet 1969 à Crépy en Valois (60)

Demeurant 13 Allée des Sittelles

91370 VERRIERES LE BUISSON

Mme PROUST Amélie épouse ROGGERO

Née le 13 juin 1981 à MEAUX (77)

Demeurant 22 rue Radziwill

60950 ERMENONVILLE

Mme GOMES Margareth, épouse GOLAB

Née le 16 décembre 1961 à Seixo Sarzeda (Portugal)

7 Rue de Saint Pathus

60330 LE PLESSIS BELLEVILLE

**ONT MODIFIE AINSI QU'IL SUIV LES STATUTS DE LA SOCIETE A
RESPONSABILITE LIMITEE DEVANT EXISTER ENTRE EUX ET TOUTE AUTRE
PERSONNE QUI VIENDRAIT ULTERIEUREMENT A ACQUERIR LA QUALITE
D'ASSOCIE**

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi et les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : ANI

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots " société à responsabilité limitée " ou des initiales " S.A.R.L. " et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet en France ou à l'étranger :

- L'exercice de la profession d'agent immobilier et de mandataire en vente de fonds de commerce
- L'exercice de la profession d'administrateur de biens et de syndic de co-propriété
- L'exercice de la profession de marchand de biens
- Toutes réalisations de lotissements à quelque usage qu'ils soient et notamment la promotion immobilière

- La représentation et le courtage de tous établissements de crédit
- Le courtage d'assurances

et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires, de nature à favoriser le but poursuivi par la société son extension ou son développement.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

**46 Place de l'Eglise
60330 LE PLESSIS BELLEVILLE**

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre endroit par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 50 ans à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus aux présents statuts.

TITRE II

APPORTS -CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 - APPORTS

Les soussignés avaient apporté à la société les sommes en espèces ci-après :

Lors de la constitution

M. PROUST Jean Claude , la somme de	
DIX MILLE FRANCS	10 000.00 F
M. LABOUREYRAS Jean Jacques , la somme de	
DIX MILLE FRANCS	10 000.00 F
Soit au total la somme de VINGT MILLE FRANCS	20 000.00 F

Laquelle somme de **vingt mille francs** correspond à **deux cents** parts au nominal de **cent** francs chacune, souscrites en totalité et libérées intégralement lors de la constitution.

Lors de la vie sociale

Une somme de cent dix mille francs	
lors d'une augmentation de capital par incorporation	
de la réserve facultative en date du 24 juin 1981	110 000.00 F
Une somme de cinquante sept cent cinquante sept francs	
lors d'une augmentation de capital par incorporation	
de la réserve facultative en date du 28 décembre 1981	525 957.00 F

Soit ensemble la somme six cent cinquante sept mille neuf cent cinquante sept francs	655 957.00 F
---	--------------

Le capital a été porté à 100 000 €, par la décision collective extraordinaire en date du 28 décembre 2001 décidant la conversion du capital en Euros et l'augmentation du montant nominal des parts, désormais fixé à 76.92 €

- A la suite d'une cession de parts en date du 2 décembre 2013 enregistrée à SENLIS le 5 décembre 2013 bordereau 2013/1 189 case 7

Monsieur Jean-Claude PROUST a cédé à Madame Margareth GOLAB, qui a accepté, 26 parts sociales de 76,92 € chacune numérotées de 1 à 26.

- A la suite d'une donation entre vifs reçu le 21 décembre par Me Jean-Louis HAINSSSELIN, notaire à NANTEUIL LE HAUDOUIN (Oise) enregistré à SENLIS le 30 décembre 2013 bordereau 2013/1 293 case 2

- Monsieur Jean-Claude PROUST a fait donation à Madame Valérie PROUST, épouse POURVENDIER, de TROIS CENT ONZE PARTS (311 parts) numérotées de 27 à 337 d'une valeur de 290 € la part.

- A la suite d'une donation entre vifs reçu le 21 décembre par Me Jean-Louis HAINSSSELIN, notaire à NANTEUIL LE HAUDOUIN (Oise) enregistré à SENLIS le 30 décembre 2013 bordereau 2013/1 293 case 3

- Monsieur Jean-Claude PROUST a fait donation à Madame Amélie PROUST, épouse ROGGERO, de TROIS CENT ONZE PARTS (311 parts) numérotées de 338 à 648 d'une valeur de 290 € la part.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 100 000 €, il est divisé en 1 300 parts sociales de 76.92 € de nominal chacune, numérotées de 1 à 1300 intégralement souscrites par les associés et libérées intégralement, représentant des apports en numéraire, attribuées aux associés en proportion de leurs apports et :

• Mme GOLAB Margareth , à concurrence de 26 parts sociales numérotées de 1 à 26	26 parts
• Mme POURVENDIER Valérie , à concurrence de 637 parts sociales numérotées de 27 à 337 et 649 à 974	637 parts
• Mme ROGGERO Amélie , à concurrence de 637 parts sociales numérotées de 338 à 648 et 975 à 1300	637 parts
Total du nombre de parts composant le capital social, soit MILLE TROIS CENTS PARTS	1300 parts

ARTICLE 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

I. -- Principe

Le capital social est augmenté soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes.

Les parts nouvelles sont souscrites et libérées soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par apports en nature, soit par incorporation de bénéfices, réserves ou primes d'émission.

En cas de souscription de parts sociales au moyen de fonds ou de biens communs à deux époux, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui souscrit.

Cette qualité est également reconnue, pour la moitié des parts souscrites, à son conjoint qui notifie à la société son intention d'être personnellement associé. Si cette notification a lieu lors de la souscription, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à la souscription, l'agrément du conjoint par les autres associés sera soumis aux dispositions de l'article 13-I-3), al. 1^{er}, des présents statuts.

Lors de la délibération sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. Si le conjoint n'est pas agréé par les autres associés, l'époux demeure associé pour la totalité des parts concernées.

II. -- Compétence

L'augmentation de capital et les modalités de sa réalisation sont décidées par la collectivité des associés à la majorité des trois quarts des parts sociales. Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Si l'augmentation de capital est réalisée par élévation de la valeur nominale des parts existantes, à libérer en espèces, la décision sera prise à l'unanimité. Si des parts avec primes sont créées, la décision collective des associés, portant augmentation de capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

III. -- Augmentation de capital en numéraire

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts en numéraire, les associés auront proportionnellement à leur droit dans le capital un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles selon des modalités à définir par une décision extraordinaire des associés.

Les fonds provenant de la libération des parts feront l'objet, dans les huit jours de leur réception, d'un dépôt. Le retrait de ces fonds ne pourra être effectué par le mandataire de la société que trois jours au moins après leur dépôt.

IV. -- Augmentation de capital par apports en nature

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital contiendra l'évaluation de chaque apport en nature. Il y sera procédé, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports nommé par ordonnance du président du tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant sur requête de la gérance.

Lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, les gérants de la société et les personnes ayant souscrit à l'augmentation du capital sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée auxdits apports.

V. -- Rompus

Si l'augmentation de capital fait apparaître des rompus, les associés, qui disposeraient d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 9 - REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital est autorisée par l'assemblée des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

Lorsque l'assemblée approuve un projet de réduction de capital non motivée par des pertes, les créanciers, dont la créance est antérieure à la date du dépôt au greffe du procès-verbal de délibération, peuvent former opposition à la réduction dans un délai d'un mois à compter de la date du dépôt.

L'opposition est signifiée à la société par acte d'huissier et portée devant le tribunal de commerce. Celui-ci rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties, si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Les opérations de réduction du capital ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition.

L'achat de ses propres parts par la société est interdit. Toutefois, l'assemblée qui a décidé une réduction du capital non motivée par des pertes peut autoriser le gérant à acheter un nombre déterminé de parts sociales pour les annuler.

Cet achat doit être réalisé dans un délai de trois mois à compter de l'expiration du délai d'opposition, il emporte annulation desdites parts. La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne pourra être décidée sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au montant du capital social minimum prévu par la loi, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. En cas d'inobservation des dispositions du présent alinéa, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Cette dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Si la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

TITRE III

PARTS SOCIALES -- CESSIION DE PARTS

ARTICLE 10 - SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent les apports en nature ou en numéraire. Elles ne peuvent représenter des apports en industrie sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même.

Les parts sociales résulteront des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement signifiées et publiées.

Chaque associé peut se faire délivrer, à ses frais, des copies ou extraits des statuts et actes modificatifs, ainsi qu'il sera dit ci-après.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit, proportionnellement au nombre de parts existantes, à une quotité dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation. Elle donne également le droit de participer aux décisions collectives. Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport.

Toutefois, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les droits et obligations attachés aux parts, les suivent, dans quelque main qu'elles passent. Les représentants ayant droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. A cet égard, les indivisions successorales sont considérées comme un seul associé quel que soit le nombre des parts possédées par cette indivision.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de le représenter.

Dans le cas où la majorité par tête est requise pour la validité des décisions collectives, l'indivision n'est comptée que dans une seule tête.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

ARTICLE 13 – TRANSMISION DES PARTS SOCIALES

I. -- Cessions

a) Forme de la cession. Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. La cession n'est rendue opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code civil.

Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Registre du commerce et des sociétés.

b) Les parts sont librement cessibles entre associés.

c) Agrément de cession à des tiers non associés Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société, ou aux conjoints, ascendants ou descendants des associés qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Le conjoint d'un associé apporteur de biens communs ou acquéreur de parts sociales à partir de fonds communs est agréé en qualité d'associé par les autres associés dans les mêmes conditions de majorité s'il a notifié postérieurement à l'apport ou l'acquisition son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

Si cette notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans le délai de huit jours, à compter de cette notification, le gérant doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ce projet. La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

d) Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée. Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Toute clause contraire est nulle. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision du président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La désignation de l'expert prévue à l'article 1843-4 du Code civil est faite soit par les parties soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ses parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue à moins qu'il ne détienne ses parts depuis moins de deux ans.

II. -- Transmission par décès ou par suite de dissolution ou de liquidation de communauté

En cas de décès d'un associé la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, lesquels héritiers, ayants droit et conjoint survivant ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants. Pour l'exercice de leurs droits d'associés les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité personnelle et de leurs qualités héréditaires, la gérance pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité. Ils doivent également justifier de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus des présents statuts.

III. -- Nantissement des parts sociales

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au présent article, paragraphe I-3, ci-dessus, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er, du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.

ARTICLE 14 - ASSOCIE UNIQUE

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 15 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE OU DECONFITURE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite, ou la déconfiture d'un associé.

TITRE IV

GERANCE

ARTICLE 16 - NOMINATION DES GERANTS

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, qui peuvent être choisies en dehors des associés. En l'absence de dispositions contraires, les gérants sont nommés pour la durée de la société. Les gérants statutaires sont désignés dans les statuts et les autres gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 17 - POUVOIRS DES GERANTS

Les gérants ont seuls la signature sociale ; ils doivent consacrer aux affaires sociales tout leur temps et tous les soins nécessaires.

Dans les rapports entre associés, la gérance peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes de la gérance qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

ARTICLE 18 - REMUNERATION DES GERANTS

En rémunération de ses fonctions chacun des gérants a droit à un traitement qui est fixé par décision ordinaire des associés, ainsi qu'au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 19 - DUREE DES FONCTIONS DU GERANT -- REVOCATION DEMISSION -- DECES OU RETRAIT DU GERANT

I. -- Durée

La durée des fonctions du gérant subséquents est fixée par la décision collective qui le nomme.

II. -- Révocation de gérant

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Toute clause contraire est réputée non écrite. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

En outre, le ou les gérants sont révocables par les tribunaux pour causes légitimes à la demande de tout associé.

III. -- Démission du gérant

Le ou les gérants ont le droit de renoncer à leurs fonctions, à charge pour eux d'informer leurs associés de leur décision, six mois avant la clôture de l'exercice, par lettre recommandée avec accusé de réception. Il sera dressé acte de ce changement, lequel ne prendra effet qu'à la date du commencement de l'exercice suivant.

Cependant la collectivité des associés pourra toujours prendre acte de la démission d'un ou des gérants avec effet ne coïncidant pas avec la date d'un exercice.

Le décès ou le retrait du gérant pour quelque motif que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la société.

En cas de décès d'un gérant, la gérance sera exercée par le gérant survivant mais tout associé pourra provoquer une décision collective des associés à l'effet de nommer un nouveau gérant.

S'il n'existe qu'un seul gérant en fonctions au jour du décès, les associés devront réorganiser la gérance dans un délai de trois mois, ou transformer la société en société d'une autre forme ou prononcer la dissolution anticipée de la société.

Dans ce cas, durant la période intérimaire, les mandataires du gérant décédé, en fonction au jour de son décès, continueront à exercer leurs pouvoirs afin d'assurer la gestion de la société, sauf décision contraire de la collectivité des associés. A défaut, les associés désigneront un gérant provisoire, associé ou non.

IV. -- Remplacement du gérant

Dans les cas prévus ci-dessus et sous réserve des conditions particulières à ces cas, la collectivité des associés procède au remplacement du gérant.

Dans ce cas elle est consultée d'urgence par le cogérant en exercice ou par un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, ou par un mandataire de justice, à la requête de l'associé le plus diligent. En outre, en cas de révocation du gérant, la collectivité des associés doit procéder par la même décision à la nomination de son remplaçant.

ARTICLE 20 - RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les associés peuvent intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants soit individuellement, soit en se groupant, à condition qu'ils représentent au moins un dixième du capital social, et en chargeant à leurs frais un ou plusieurs d'entre eux de les représenter pour soutenir cette action tant en demande qu'en défense. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la société à laquelle, le cas échéant, les dommages-intérêts sont alloués. Aucune décision de l'assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

TITRE V

CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

ARTICLE 21 - CONVENTIONS SOUMISES A PROCEDURE SPECIALE

La gérance avise le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Lorsque l'exécution de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est informé de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Le commissaire aux comptes présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés, en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions contenant les mentions suivantes :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- le nom des gérants ou associés intéressés ;
- la nature et l'objet desdites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice en exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge, pour le gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou

membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions toutefois ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 22 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Toutefois, si la société exploite un établissement financier, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de ce commerce conclues à des conditions normales.

Cette interdiction s'applique également au conjoint, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE VI

DECISIONS COLLECTIVES - DROIT DE COMMUNICATION PERMANENT D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

ARTICLE 23 - FORME -- OBJET DE DECISIONS COLLECTIVES

I. -- Forme

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée. Sont également prises en assemblée les décisions soumises aux associés à l'initiative des associés ou d'un mandataire désigné par justice dans les conditions des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises au choix de la gérance soit en assemblée, soit par consultation écrite des associés.

II. -- Objet

Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions collectives extraordinaires ont pour objet la modification des statuts ainsi que l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Toutes les autres décisions en assemblée ou lors de consultations écrites sont qualifiées de décisions collectives ordinaires.

ARTICLE 24 - DECISIONS ORDINAIRES

I. Elles ont pour objet notamment de donner à la gérance les autorisations nécessaires à l'accomplissement des actes excédant ses pouvoirs tels qu'ils ont été définis à l'article 17 ci-dessus, de se prononcer sur les comptes de la société, décider toute affectation et répartition des bénéfices, nommer le gérant non statutaire, prendre acte de la démission du gérant, le révoquer, se prononcer sur les conventions visées à l'article 21 ci-dessus et, d'une manière générale, de se prononcer sur toutes questions n'emportant pas de modifications de statuts ou l'agrément de cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

II. Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois, sur les mêmes questions figurant à l'ordre du jour de la première convocation ou consultation, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

III. Par exception au paragraphe ci-dessus, les décisions relatives à la nomination du gérant non statutaire, ou à sa révocation, sont toujours prises à la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 25 - DECISIONS EXTRAORDINAIRES

I. Elles ont pour objet de modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

II. Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par dérogation à ces dispositions, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

III. Par exception au paragraphe ci-dessus, les associés ne peuvent si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société, obliger un des associés à augmenter son engagement social, ou encore transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, ou en commandite par actions.

ARTICLE 26 - MODE DE CONSULTATION DES ASSOCIES EN CAS D'ASSEMBLEE

I. -- Convocation

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance ou, s'il en existe un, par le commissaire aux comptes. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant en référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée. Celle-ci indique l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

II. -- Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses, qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement, sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

III. -- Réunion de l'assemblée

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre endroit de la même ville indiquée dans la lettre de convocation. Elle est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sociales sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

IV. -- Vote, représentation

Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé à moins que la société ne comprenne que les deux époux ou seulement deux associés.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

V. -- Procès-verbaux

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé, soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune ou un adjoint au maire.

Toutefois les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille est remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

VI. -- Droit de communication et d'information des associés

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle qui doit statuer sur les comptes de l'exercice, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant,

celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

En outre, pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, les mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés, qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

ARTICLE 27 - ASSEMBLEE STATUANT SUR LES COMPTES SOCIAUX

I. -- Réunion de l'assemblée

Dans le délai de six mois qui suit la clôture de l'exercice, le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte de résultat, le bilan et l'annexe établis par les gérants sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée.

II. -- Droit de communication et d'information des associés

Le bilan, le compte de résultat, l'annexe ainsi que le rapport de gestion établi par la gérance, sont tenus au siège social à la disposition des commissaires aux comptes, s'il en existe, un mois au moins avant la convocation de l'assemblée.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe, le rapport de gestion ainsi que le texte des résolutions proposées, et, le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

A compter de la communication des documents prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

ARTICLE 28 - DECISIONS PRISES PAR CONSULTATION ECRITE DES ASSOCIES

I. -- Modalité de la consultation

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun de ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai de vingt jours, à compter de la date de réception des projets de résolution, pour émettre leur vote par écrit.

Tout associé qui n'aura pas répondu dans ce délai sera considéré comme s'étant abstenu. Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non.

II. -- Mention spéciale dans les procès-verbaux

En cas de consultation écrite, les procès-verbaux sont tenus dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 26, paragraphe V, des présents statuts, relatif aux décisions prises en assemblées. Toutefois, il y est mentionné que la consultation a été effectuée par écrit. La réponse de chaque associé est annexée à ces procès-verbaux.

ARTICLE 29 - DROIT DE COMMUNICATION PERMANENT, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

I. -- Droit de communication permanent

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée des statuts en vigueur au jour de la demande.

La société doit annexer à ce document la liste des gérants et, le cas échéant, des commissaires aux comptes en exercice, et ne peut pour cette délivrance exiger le paiement d'une somme supérieure à deux francs.

L'associé a également le droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants : comptes de résultat, bilans, annexes, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. A cette fin, il peut se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établies par les cours et tribunaux.

II. -- Expertise

Un ou plusieurs associés représentant au moins un dixième du capital social peuvent demander soit individuellement soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, la désignation en justice d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

S'il est fait droit à la demande, la décision de justice détermine l'étendue de la mission et des pouvoirs des experts. Elle peut mettre à la charge de la société les honoraires des experts.

Le rapport est adressé au demandeur, au ministère public, au comité d'entreprise, au commissaire aux comptes ainsi qu'au gérant. Ce rapport doit en outre être annexé à celui établi par le commissaire aux comptes en vue de la prochaine assemblée générale et recevoir la même publicité.

III. -- Procédure d'alerte

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée au commissaire aux comptes.

TITRE VII

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 30 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de douze mois. Il commence le 1er septembre pour se terminer le 31 août. Exceptionnellement, le premier exercice sera clos le 31 août 1992.

ARTICLE 31 - COMPTES SOCIAUX

I. -- Etablissement des comptes sociaux

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle dresse également le compte de résultat, le bilan et l'annexe.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par la société.

Elle établit un rapport de gestion sur la situation de la société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation et les perspectives d'avenir, les

événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

II. -- Formes et méthodes d'évaluation des comptes sociaux

Le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la société.

Dans ce dernier cas, les modifications doivent être décrites et justifiées dans l'annexe. Elles doivent aussi être signalées dans le rapport de gestion, et le cas échéant, dans le rapport des commissaires aux comptes.

III. -- Amortissements et provisions

Même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires.

Les frais de constitution de la société sont amortis avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans un délai de cinq ans.

Les frais d'augmentation de capital sont amortis au plus tard à l'expiration du cinquième exercice suivant celui au cours duquel ils ont été engagés. Ces frais peuvent être imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à cette augmentation.

ARTICLE 32 - INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE

Si la société vient à répondre à l'un des critères définis par décret et tirés du nombre de salariés ou du chiffre d'affaires, compte tenu éventuellement de la nature de l'activité, le ou les gérants sont tenus d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel.

La périodicité, les délais et les modalités d'établissement de ces documents sont également précisés par décret.

La société cesse d'être assujettie à cette obligation lorsqu'elle ne remplit aucune de ces conditions pendant deux exercices successifs.

Les documents susvisés sont analysés dans des rapports écrits sur l'évolution de la société établis par le gérant, qui les communique au commissaire aux comptes, au comité d'entreprise, et, le cas échéant, au conseil de surveillance lorsqu'il est institué dans ces sociétés.

En cas de non observation de ces dispositions, ou si les informations données dans les rapports visés à l'alinéa précédent appellent des observations de sa part, le commissaire aux comptes le signale dans un rapport au gérant ou dans le rapport annuel. Il peut demander que son rapport soit adressé aux associés ou qu'il en soit donné connaissance à l'assemblée des associés. Ce rapport est communiqué au comité d'entreprise.

ARTICLE 33 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

I. -- Définitions

a) Réserve légale. A peine de nullité de toute délibération contraire, il est fait sur le bénéfice de l'exercice diminué le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale".

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

b) Bénéfice distribuable. Le bénéfice distribuable est déterminé conformément à la loi.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable, il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

c) Report à nouveau. L'assemblée peut décider l'inscription, au compte report à nouveau, de tout ou partie des bénéfices distribuables. Elle fixe l'affectation ou l'emploi des bénéfices ainsi inscrits à ces comptes. Ils peuvent être affectés notamment au financement des investissements de la société.

d) Sommes distribuables. Le total du bénéfice distribuable et des réserves, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte report à nouveau, dont l'assemblée a la disposition, constitue les sommes distribuables.

II. -- Répartition des bénéfices -- dividendes

a) Affectation des bénéfices. Après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au précédent alinéa. Tout dividende distribué en violation des règles ci-dessus énoncées est un dividende fictif.

b) Paiement des dividendes. Conformément à l'article 2277 du Code civil, la prescription de cinq ans est applicable aux dividendes non réclamés. Les modalités de mise en paiement des dividendes, votés par l'assemblée générale, sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice ; la prolongation de ce délai peut être accordée par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête, à la demande de la gérance.

c) Répétition des dividendes. Aucune répétition de dividendes ne peut être exigée, hors les cas de distribution de dividendes fictifs, ou de distribution d'un intérêt fixe ou intercalaire. Dans ces cas, l'action en répétition se prescrit par trois ans à compter de la distribution des dividendes. En outre la société doit prouver que les bénéficiaires de la distribution avaient connaissance du caractère irrégulier de celle-ci, ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

ARTICLE 34 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé a la possibilité, avec le consentement de la gérance, de verser dans la caisse sociale les fonds jugés utiles aux besoins de la société. Les conditions de fonctionnement de ces comptes, la fixation des intérêts, les délais pour retirer les sommes sont arrêtés dans

chaque cas par accord entre la gérance et les intéressés en appliquant les dispositions de l'article 21 des présents statuts.

TITRE VIII

TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 35 - TRANSFORMATION

La transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée qu'à une double condition : que soit obtenue la majorité requise pour la modification des statuts et que la société à responsabilité limitée ait établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices.

Toutefois et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent sept cent soixante mille euros.

La décision de transformation est précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société.

Par ailleurs, un ou plusieurs commissaires à la transformation, chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, sont désignés par décision de justice à la demande des dirigeants sociaux ou de l'un d'eux ; ils peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la société mentionné ci-dessus. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport.

Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues par la loi. Le commissaire aux comptes de la société peut être nommé commissaire à la transformation. Le rapport est tenu à la disposition des associés. Toutefois, une décision unanime des associés peut désigner comme commissaire à la transformation le commissaire aux comptes de la société.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

Une transformation effectuée en violation de ces dispositions est nulle.

Si la société vient à comprendre plus de cinquante associés étant entendu que chaque indivision ne compte que pour un seul associé, elle doit, dans le délai de deux ans, être transformée en société anonyme. A défaut, elle est dissoute à moins que pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante. Les associés ont l'obligation d'obtenir par tous moyens une réduction de leur nombre. Ceux des associés qui s'opposeraient à toute solution raisonnable tendant à ce résultat seraient tenus pour responsables du préjudice que pourrait causer la dissolution de la société.

ARTICLE 36 - DISSOLUTION

I. -- Dissolution à l'arrivée du terme à défaut de prorogation

La société est dissoute à l'arrivée du terme à défaut de prorogation. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance devra provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société doit être prorogée.

La décision des associés sera dans tous les cas rendue publique. A défaut par la gérance de procéder à cette convocation, tout associé pourra demander au président du tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de consulter les associés sur cette question.

II. -- Dissolution anticipée

a) Réunion de toutes les parts en une seule main. En cas de réunion en une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

En cas de dissolution, celle-ci entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

b) Décision des associés. La dissolution anticipée de la société peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

c) Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital. Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés décident, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article 35, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu de ce siège et inscrite au Registre du commerce et des sociétés. A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

d) Capital social inférieur au minimum légal. La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une

augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au montant du minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation des dispositions du précédent alinéa, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Cette dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 37 - LIQUIDATION

I. -- Ouverture de la liquidation et effets

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit ; sa dénomination sociale est alors suivie de la mention "société en liquidation".

Cette mention, ainsi que le nom du ou des liquidateurs, doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses. La personnalité morale de la société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés.

La dissolution de la société n'entraîne pas de plein droit la résiliation des baux des immeubles utilisés pour son activité sociale, y compris les locaux d'habitation dépendant de ces immeubles.

Si, en cas de cessation du bail, l'obligation de garantie ne peut plus être assurée dans les termes de celui-ci, il peut y être substitué, par décision du président du tribunal de grande instance du lieu de la situation de l'immeuble, toute garantie offerte par le cessionnaire ou un tiers, et jugée suffisante.

II. -- Désignation du ou des liquidateurs

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société. La collectivité des associés conserve les mêmes pouvoirs qu'avant la dissolution de la société. Elle règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs. Les liquidateurs exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si les associés n'ont pu nommer un liquidateur, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête. La gérance doit remettre ses comptes aux liquidateurs accompagnés de toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective des associés.

III. -- Contrôle de la liquidation

En l'absence de commissaire aux comptes, les associés peuvent, par une décision prise à la majorité du capital, désigner un ou plusieurs mandataires chargés de contrôler les opérations de liquidation. Leurs pouvoirs, leurs obligations et leur rémunération sont fixés par l'assemblée qui les nomme.

IV. -- Fin de la liquidation

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus à donner au liquidateur pour sa gestion et la décharge de son mandat, et pour constater la clôture de la liquidation. A défaut, tout associé peut demander au président du tribunal de commerce, statuant en référé, la désignation d'un mandataire chargé de procéder à la convocation.

TITRE IX

CONTESTATIONS - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 38 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre associés et la société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile, dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations et significations sont régulièrement faites à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet du procureur de la République près le tribunal de grande instance du lieu du siège social.

ARTICLE 39 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présents et de ses suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

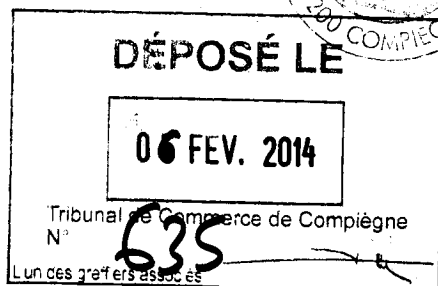
Fait à LE PLESSIS BELLEVILLE
Le 21 décembre 2013

*Bon pour copie
certifiée et conforme
le Gérant*


N° du dossier : 03123

JLH/IS

Donation entre vifs



L'AN DEUX MIL TREIZE
Le VINGT ET UN DÉCEMBRE

A NANTEUIL-LE-HAUDOUIN,

Maître Jean-Louis HAINSELIN, notaire à NANTEUIL-LE-HAUDOUIN (60440), 12 place de la République et titulaire d'un bureau annexe à BETZ (Oise), soussigné.

A reçu en la forme authentique, le présent acte contenant DONATION ENTRE VIFS EN AVANCEMENT DE PART SUCCESSORALE, à la requête des personnes ci-après identifiées :

IDENTIFICATION DES PARTIES

DONATEUR

Monsieur Jean-Claude André PROUST, retraité, époux de Madame Yvette Marie-Thérèse Camille GABORIAU, demeurant au PLESSIS BELLEVILLE (60330), 2 Allée Thérèse Levasseur,

Né à ST HILAIRE DE VOUST (85120), le 05 septembre 1945,

De nationalité française,

Marié initialement sous le régime légal de la communauté de biens acquis à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée en la mairie de POUZAUGES (85700), le 07 août 1968 et actuellement soumis au régime de la séparation de biens pure et simple aux termes d'un acte reçu par Me Jean-Louis HAINSELIN, notaire à NANTEUIL LE HAUDOUIN, soussigné, le 26 février 1993, homologué par jugement du Tribunal de Grande instance de SENLIS, le 13 juillet 1993 ; lequel régime matrimonial non modifié depuis.

Ci-après dénommé « Le Donateur ».



DONATAIRE

Madame Valérie Marie Yvonne Yvette PROUST, responsable développement relations humaines, demeurant à VERRIERES LE BUISSON (91370), 3 allée des Sittelles, épouse de Monsieur Thierry Maurice Robert POURVENDIER,

Née à CREPY EN VALOIS (60800), le 22 juillet 1969

De nationalité française.

Mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me Pierre DUVAL, notaire à CHATELLERAULT (86100), le 02 juin 1995, préalablement à son union célébrée en la mairie du PLESSIS BELLEVILLE (60330), le 1er juillet 1995 ; lequel régime matrimonial non modifié depuis.

Ci-après dénommé « le Donataire ».

PRESENCE - REPRESENTATION

Monsieur Jean-Claude PROUST est présent

Madame Valérie PROUST, épouse POURVENDIER est présente.

EXPOSE PREALABLE

Préalablement aux présentes, les parties rappellent ce qui suit:

Il a été constitué, le 1^{er} janvier 1980, une S.A.R.L. ayant pour dénomination sociale ANI; d'une durée de 50 ans à compter de son immatriculation, RCS COMPIEGNE n° 317 613 438, ayant pour objet social en France ou à l'Etranger:

- l'exercice de la profession d'agent immobilier et de mandataire en vente de fonds de commerce,

- l'exercice de la profession d'administrateur de biens et de syndic de copropriété

- l'exercice de la profession de marchand de biens

- toutes réalisations de lotissements à quelque usage qu'ils soient et notamment la promotion immobilière

- la représentation et le courtage de tous établissements de crédit

- le courtage d'assurance

Le siège social de la société est établi au PLESSIS BELLEVILLE 60330, 46 Place de l'Eglise,

Le capital social est fixé à la somme de 100.000 € et est divisé en 1.300 parts de 76,92 € de nominal chacune, numérotées de 1 à 1.300 intégralement souscrites par les associés et libérées intégralement.

La répartition des parts est la suivante:

* Mme GOLAB Margarida 26 parts Numérotées de 1 à 26

.....26 parts

* Mr PROUST Jean-Claude 622 parts Numérotées de 27 à 648

.....622 parts

* Mme POURVENDIER Valérie 326 parts Numérotées de 649 à 974

.....326 parts

* Mme ROGGERO Amélie 326 parts Numérotées de 975 à 1.300

.....326 parts

Total égal au nombre de parts1.300 parts



DONATION

Le Donateur donne en avancement de part successorale au Donataire, sa fille, qui accepte, la PLEINE PROPRIETE des biens dont la désignation suit:

TROIS CENT ONZE PARTS (311 parts) de la SARL ANI

Numérotées de 27 à 337

D'une valeur de deux cent quatre vingt dix euros (290 €) la part

Montant de la TOUTE PROPRIETE donnée : QUATRE VINGT DIX MILLE CENT QUATRE VINGT DIX EUROS 90.190,00 €

RESERVE DU DROIT DE RETOUR

Le Donateur réserve expressément à son profit le droit de retour prévu par l'article 951 du Code civil.

Ce droit de retour s'exercera sur tous les biens donnés pour le cas où Le Donataire décéderait avant Le Donateur sans enfant, ni descendance.

INTERDICTION D'ALIENER

En raison des conditions imposées au Donataire, le Donateur lui interdit formellement, sa vie durant, d'aliéner ou de donner en garantie les biens donnés à peine de nullité des aliénations ou des garanties consenties.

RAPPORT A EFFECTUER PAR LE DONATAIRE

Le Donateur déclare que la donation est faite en avancement de part successorale.

Conformément à l'article 860 alinéas 1 et 2 du Code civil, elle sera rapportable en moins prenant à la succession du Donateur.

Elle s'imputera d'abord sur la réserve du Donataire, puis si nécessaire, sur la quotité disponible.

Le Donateur rappelle que si le bien donné est aliéné, il sera tenu compte de la valeur que le bien avait à l'époque de l'aliénation.

Si un nouveau bien a remplacé le bien aliéné, il sera tenu compte de la valeur de ce nouveau bien à l'époque du partage, d'après son état à l'époque de l'acquisition.

Il ne sera pas tenu compte de cette substitution si, en raison de la nature du nouveau bien, une dépréciation était inéluctable.

En tout état de cause, une perte de valeur du bien donné constituera un avantage hors part successorale pour le Donataire.

Si le Donataire renonce à la succession du Donateur, il sera néanmoins tenu, par dérogation à l'article 845 du Code civil, au rapport de la donation.

PROPRIETE

Le Donataire aura la propriété des biens donnés à compter de ce jour.

JOUISSANCE DES PARTS SOCIALES

Le Donataire aura la propriété des parts sociales données à compter de ce jour et jouira de toutes les prérogatives et assumera toutes les obligations attachées à sa qualité d'associé, conformément à la loi et aux statuts.

Il participera ou contribuera aux résultats sociaux à proportion des droits attachés aux parts données à compter de ce jour.



DECLARATIONS POUR L'ENREGISTREMENT

Abattements

Le Donataire requiert l'application des abattements prévus par la loi, en fonction du lien de parenté existant entre lui et le Donateur.

Donations antérieures

Le Donateur déclare avoir déjà consenti au Donataire une donation d'une valeur de CENT CINQUANTE NEUF MILLE EUROS (159.000 €) aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Louis HAINSSSELIN, notaire soussigné, le 10 décembre 2011, enregistré à la recette des impôts de Senlis, le 15 décembre 2011, bordereau 2011/1178 Case n° 1.

Réduction spécifique des droits de mutation

En vue de bénéficier des dispositions de l'article 790 I du Code général des impôts, le Donateur déclare qu'il est âgé de moins de 70 ans et que la donation porte sur la pleine propriété de parts ou actions de société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale; et qu'en outre la donation réunit les conditions de l'article 787 B du Code Général des Impôts.

En conséquence, le montant des droits de donation fera l'objet d'une réduction spécifique dont le taux est de 50%.

Exonération partielle des droits de mutation — Parts de société

Les parties demandent à bénéficier de l'exemption partielle des droits de mutation à titre gratuit prévue à l'article 787 B du Code général des impôts pour les biens compris sous l'article A cet effet, elles déclarent:

- qu'aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Louis HAINSSSELIN, notaire soussigné, ce jour et dès avant les présentes, le Donateur et ses associés ont pris, pour eux-mêmes et pour leurs ayants cause à titre gratuit, l'engagement collectif de conserver lesdites parts sociales, pour une durée de DEUX ans, toujours en cours;

- que l'engagement collectif de conservation porte sur la totalité des droits financiers et des droits de vote attachés aux titres émis par ladite société;

Le tout ainsi qu'il résulte d'une attestation émanant de la société et déposée à l'appui de la présente déclaration, certifiant que les conditions prévues à l'article 787 B a et b du C.G.I. ont bien été remplies jusqu'à ce jour.

- prendre l'engagement, pour elles et leurs ayants cause à titre gratuit, de conserver l'ensemble des parts sociales ci-dessus désignées pendant une durée de quatre ans à compter de l'expiration de l'engagement collectif visé ci-dessus;

- que Madame Margarida GOLAB, associée de ladite société, exerce effectivement une fonction dirigeante dans ladite société constituant son activité principale, depuis la prise d'engagement collectif de conservation sus-visée, et continuera à l'exercer pendant trois ans à compter de ce jour.

Les soussignés reconnaissent être informés des conséquences fiscales pouvant résulter du non respect desdits engagements, consistant en la déchéance du régime de faveur assorti de pénalités de retard.



CALCUL DES DROITS

Valeur des biens donnés en toute propriété90.190,00 €

Exonération des 3/4 art 787 B du CGI,soit 3/4

Reste taxable22.547,50 €

Abattement résiduelnéant

Droits

* O à 8.072€ 5% =404,00€

* de 8.072€ à 12.109€ 10% =404,00€,

* de 12.109€ à 15.932€ 15% =574,00€

* de 15.932 € 22.547,50€ 20% = 1.323,00€

Montant des droits2.705,00 €

Le Donateur ayant moins de 70 ans (art 790 I du CGI)

Bénéficie d'une réduction de droits de 50 %50%

Montant des droits à payer1.353,00 €

CHARGES ET CONDITIONS RELATIVES AUX PARTS SOCIALES

La donation est conclue sous les charges et conditions ordinaires et de droit et sous celles suivantes que le Donataire s'oblige à exécuter:

- Le Donateur consent dès à présent tous abandonnements et dessaisissements de propriété nécessaires;

- les impôts et contributions seront à la charge du Donataire à compter du jour de l'entrée en jouissance;

- les droits sociaux donnés sont transférés libres de dettes et de privilèges, sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits soit en vertu de la loi;

- Le Donataire sera propriétaire des parts à compter de la signature des présentes. Il sera subrogé dans les droits et obligations attachés à ces parts, à compter de la date d'entrée en jouissance.

- Le Donataire déclare avoir parfaite connaissance des statuts de la société et des décisions prises en assemblée générale des associés, par la remise qui lui en a été faite par le donateur dès avant les présentes; il s'engage en tant que de besoins à les respecter, de sorte que le donateur ne soit ni recherché ni inquiété à ce sujet.

AGREMENT DE LA DONATION

La présente donation est libre de tout agrément conformément aux statuts

PUBLICITE

La présente donation sera signifiée à la Société aux frais du Donataire.

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE DES PARTIES

Les Donateurs déclarent confirmer les énonciations figurant en tête de l'acte, relatives à leur état-civil, leur statut matrimonial et leur résidence.

Ils ajoutent

- être de nationalité française;

- ne pas être placés sous l'un des régimes de protection des incapables majeurs;



- ne pas avoir souscrit de mandat de protection future restreignant la capacité;
- ne faire l'objet d'aucune mesure d'interdiction légale, ne pas être et ne jamais avoir été en état de faillite, redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou cessation de paiements;

- jouir de la plénitude de leurs droits et capacité;

Le Donataire déclare confirmer les énonciations figurant en tête de l'acte, relatives à son état-civil, son statut matrimonial et sa résidence.

Il ajoute:

- être de nationalité française;
- ne pas être placé sous l'un des régimes de protection des incapables majeurs;
- ne pas avoir souscrit de mandat de protection future restreignant la capacité;
- ne faire l'objet d'aucune mesure d'interdiction légale, ne pas être et ne jamais avoir été en état de faillite, redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou cessation de paiements;

- et enfin jouir de la plénitude de ses droits et capacité.

Le notaire soussigné a procédé à la vérification des déclarations qui lui ont été faites par les Donateurs relatives à leur capacité de disposer en procédant à toutes investigations utiles à cette fin, notamment à la consultation du site BODACC, INFOGREFFE ou site équivalent.

Le document attestant de cette consultation, annexé après mention, a révélé l'absence de toute inscription. les Donateurs ont néanmoins été informés des sanctions encourues en cas de dissimulation par eux d'un état de cessation des paiements ou de l'ouverture à leur encontre d'une procédure collective : sanctions pénales et/ou civiles pouvant aller de l'inopposabilité de la donation à la procédure collective, jusqu'à sa nullité.

FORMALITES D'ENREGISTREMENT

Le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement.

PUBLICATION

Le présent acte sera déposé au greffe du tribunal de commerce auprès duquel la société est immatriculée, conformément aux prescriptions légales et réglementaires.

Tous pouvoirs sont donnés à tout porteur d'expéditions du présent acte en vue de l'accomplissement de cette formalité.

FRAIS

Les frais et droits de la donation et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive du Donateur qui s'y oblige.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective.

CERTIFICAT D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, telle qu'elle figure en tête du présent acte, lui a été régulièrement justifiée.



CARACTERE AUTHENTIQUE DES ANNEXES

Les annexes ci-dessus relatées portées à la connaissance des parties, revêtues de la mention d'annexe signée par le notaire, ont un caractère authentique et font partie intégrante du présent acte.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données vous concernant et à les transmettre à certaines administrations, notamment au service de la publicité foncière aux fins de publication et à des fins foncières, comptables et fiscales.

Pour les seuls actes relatifs aux mutations immobilières, certaines données sur le bien et son prix, seront transcrites dans une base de données immobilières à des fins statistiques.

Les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant directement auprès de l'office notarial dénommé "Etude de Maître HAINSSSELIN", sis à NANTEUIL-LE-HAUDOUIN (60440), 12 place de la République - Tél : n° 03 44 88 00 05 - Fax : 03 44 88 32 89 - Adresse mail : jl.hainsselin@notaires.fr ou via le Correspondant de la Protection des Données désigné par l'office à : cpd-adsn@notaires.fr.

DONT ACTE sur SEPT pages

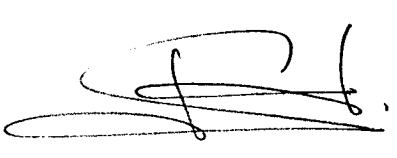
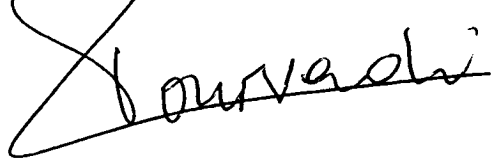
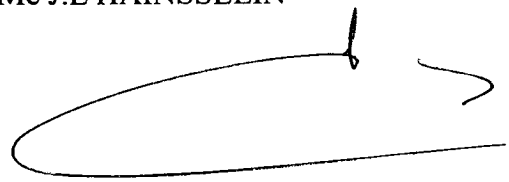
La lecture du présent acte a été donnée aux parties et leurs signatures ont été recueillies sur l'acte par le notaire soussigné, aux date et lieu indiqués en tête des présentes.

Et le notaire a signé le même jour.

Ledit acte comprenant :

- mot(s) rayé(s) nul(s) : *Aucun*
- chiffre(s) rayé(s) nul(s) : *Aucun*
- ligne(s) rayée(s) nulle(s) : *Aucune*
- barre(s) tirée(s) dans les blancs : *Aucune*

et *0* renvoi(s) qui sont spécialement approuvés par les requérants et intervenants dont il y a lieu de réincorporer le texte dans le corps du présent acte et qui forment un tout avec ledit acte.

Mr Jean-Claude PROUST 	Mme Valérie POURVENDIER 
Me J.L HAINSSSELIN 	



Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT DE SENLIS

Le 30/12/2013 Bordereau n°2013/1 293 Case n°2

Enregistrement : 1 352 € Pénalités :

Total liquidé : mille trois cent cinquante-deux euros

Montant reçu : mille trois cent cinquante-deux euros

Le Contrôleur des finances publiques

Ext 3692

Thierry HUBERT
Contrôleur des Finances publiques

POUR COPIE AUTHENTIQUE CERTIFIEE CONFORME
DELIVREE SUR HUIT PAGES



N° du dossier : 03123
DONATION PROUST/ROGGERO

L'AN DEUX MIL TREIZE
Le VINGT ET UN DÉCEMBRE

A NANTEUIL-LE-HAUDOUIN,

Maître Jean-Louis HAINSSSELIN, notaire à NANTEUIL-LE-HAUDOUIN (60440), 12 place de la République et titulaire d'un bureau annexe à BETZ (Oise), soussigné.

A reçu en la forme authentique, le présent acte contenant DONATION ENTRE VIFS EN AVANCEMENT DE PART SUCCESSORALE, à la requête des personnes ci-après identifiées :

IDENTIFICATION DES PARTIES

DONATEUR

Monsieur Jean-Claude André PROUST, retraité, époux de Madame Yvette Marie-Thérèse Camille GABORIAU, demeurant au PLESSIS BELLEVILLE (60330), 2 Allée Thérèse Levasseur,

**Né à ST HILAIRE DE VOUST (85120), le 05 septembre 1945,
De nationalité française,**

Marié initialement sous le régime légal de la communauté de biens acquis à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée en la mairie de POUZAUGES (85700), le 07 août 1968 et actuellement soumis au régime de la séparation de biens pure et simple aux termes d'un acte reçu par Me Jean-Louis HAINSSSELIN, notaire à NANTEUIL LE HAUDOUIN, soussigné, le 26 février 1993, homologué par jugement du Tribunal de Grande Instance de SENLIS, le 13 juillet 1993 ; lequel régime matrimonial non modifié depuis.

Ci-après dénommé « Le Donateur ».



DONATAIRE

Madame Amélie Adeline Stéphanie PROUST, orthophoniste, demeurant à ERMENONVILLE (60950), 22 rue Prince Radziwill, épouse de Monsieur Pascal Dominique Michel ROGGERO,

Née à MEAUX (77100), le 13 juin 1981,

De nationalité française.

Mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me Jean-Louis HAINSSSELIN, notaire à NANTEUIL LE HAUDOUIN, soussigné, le 02 juillet 2011 préalablement à son union célébrée en la mairie de PIANA (20115), le 27 août 2011 ; lequel régime matrimonial non modifié depuis.

Ci-après dénommé « le Donataire ».

PRESENCE - REPRESENTATION

Monsieur Jean-Claude PROUST est présent

Madame Amélie PROUST, épouse ROGGERO est présente.

EXPOSE PREALABLE

Préalablement aux présentes, les parties rappellent ce qui suit :

Il a été constitué, le 1^{er} janvier 1980, une S.A.R.L.; ayant pour dénomination sociale ANI ; d'une durée de 50 ans à compter de son immatriculation, RCS COMPIEGNE n° 317 613 438, ayant pour objet social en France ou à l'Etranger :

- l'exercice de la profession d'agent immobilier et de mandataire en vente de fonds de commerce,
- l'exercice de la profession d'administrateur de biens et de syndic de copropriété
- l'exercice de la profession de marchand de biens
- toutes réalisations de lotissements à quelque usage qu'ils soient et notamment la promotion immobilière
- la représentation et le courtage de tous établissements de crédit
- le courtage d'assurance

Le siège social de la société est établi au PLESSIS BELLEVILLE 60330, 46 Place e l'Eglise,

Le capital social est fixé à la somme de 100.000 € et est divisé en 1.300 parts de 76,92 € de nominal chacune, numérotées de 1 à 1.300 intégralement souscrites par les associés et libérées intégralement.

La répartition des parts est la suivante :

* Mme GOLAB Margarida 26 parts	
Numérotées de 1 à 26	26 parts
* Mr PROUST Jean-Claude 622 parts	
Numérotées de 27 à 648	622 parts
* Mme POURVENDIER Valérie 326 parts	
Numérotées de 649 à 974	326 parts
* Mme ROGGERO Amélie 326 parts	
Numérotées de 975 à 1.300	326 parts

Total égal au nombre de parts

1.300 parts



[Signature]

[Signature] *AR*

Préalablement aux présentes il est rappelé ce qui suit : par acte reçu par Me Jean-Louis HAINSELIN, notaire à NANTEUIL LE HAUDOUIN, soussigné, ce jour, Monsieur Jean-Claude PROUST a fait donation à Madame Valérie PROUST, épouse POURVENDIER, de TROIS CENT ONZE PARTS (311 parts) numérotées de 27 à 337

Par suite de cet acte de donation la répartition des parts est la suivante :

* Mme GOLAB Margarida 26 parts
Numérotées de 1 à 2626 parts

* Mr PROUST Jean-Claude 311 parts
Numérotées de 338 à 648311 parts

* Mme POURVENDIER Valérie 326 parts
Numérotées de 649 à 974326 parts
Et 311 parts numérotées de 27 à 337311 parts
Total637 parts

* Mme ROGGERO Amélie 326 parts
Numérotées de 975 à 1.300326 parts

DONATION

Le Donateur donne en avancement de part successorale au Donataire, sa fille, qui accepte, la PLEINE PROPRIETE des biens dont la désignation suit :

**TROIS CENT ONZE PARTS (311 parts)
de la SARL ANI**

Numérotées de 338 à 648

D'une valeur de deux cent quatre vingt dix euros (290 €) la part

**Montant de la TOUTE PROPRIETE donnée : QUATRE VINGT DIX
MILLE CENT QUATRE VINGT DIX EUROS90.190,00 €**

RESERVE DU DROIT DE RETOUR

Le Donateur réserve expressément à son profit le droit de retour prévu par l'article 951 du Code civil.

Ce droit de retour s'exercera sur tous les biens donnés pour le cas où Le Donataire décéderait avant Le Donateur sans enfant, ni descendance.

INTERDICTION D'ALIENER

En raison des conditions imposées au Donataire, le Donateur lui interdit formellement, sa vie durant, d'aliéner ou de donner en garantie les biens donnés à peine de nullité des aliénations ou des garanties consenties.



RAPPORT A EFFECTUER PAR LE DONATAIRE

Le Donateur déclare que la donation est faite en avancement de part successorale.

Conformément à l'article 860 alinéas 1 et 2 du Code civil, elle sera rapportable en moins prenant à la succession du Donateur.

Elle s'imputera d'abord sur la réserve du Donataire, puis si nécessaire, sur la quotité disponible.

Le Donateur rappelle que si le bien donné est aliéné, il sera tenu compte de la valeur que le bien avait à l'époque de l'aliénation.

Si un nouveau bien a remplacé le bien aliéné, il sera tenu compte de la valeur de ce nouveau bien à l'époque du partage, d'après son état à l'époque de l'acquisition.

Il ne sera pas tenu compte de cette substitution si, en raison de la nature du nouveau bien, une dépréciation était inéluctable.

En tout état de cause, une perte de valeur du bien donné constituera un avantage hors part successorale pour le Donataire.

Si le Donataire renonce à la succession du Donateur, il sera néanmoins tenu, par dérogation à l'article 845 du Code civil, au rapport de la donation.

PROPRIETE

Le Donataire aura la propriété des biens donnés à compter de ce jour.

JOUISSANCE DES PARTS SOCIALES

Le Donataire aura la propriété des parts sociales données à compter de ce jour et jouira de toutes les prérogatives et assumera toutes les obligations attachées à sa qualité d'associé, conformément à la loi et aux statuts.

Il participera ou contribuera aux résultats sociaux à proportion des droits attachés aux parts données à compter de ce jour.

DECLARATIONS POUR L'ENREGISTREMENT

Abattements

Le Donataire requiert l'application des abattements prévus par la loi, en fonction du lien de parenté existant entre lui et le Donateur.

Donations antérieures

Le Donateur déclare avoir déjà consenti au Donataire une donation d'une valeur de CENT CINQUANTE NEUF MILLE EUROS (159.000 €) aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Louis HAINSSELIN, soussigné, le 10 décembre 2011, enregistré à la recette des impôts de Senlis, le 15 décembre 2011, bordereau 2011/1 178 Case n° 1. aux termes de cet acte l'abattement résiduel de Madame Amélie PROUST était de 127.803 € et a donné lieu à des droits de mutation à 20 % sur 15.265 €

Réduction spécifique des droits de mutation

En vue de bénéficier des dispositions de l'article 790 I du Code général des impôts, le Donateur déclare qu'il est âgé de moins de 70 ans et que la donation porte sur la pleine propriété de parts ou actions de société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale ; et qu'en outre la donation réunit les conditions de l'article 787 B du Code Général des Impôts.

En conséquence, le montant des droits de donation fera l'objet d'une réduction spécifique dont le taux est de 50%.



Exonération partielle des droits de mutation – Parts de société

Les parties demandent à bénéficier de l'exemption partielle des droits de mutation à titre gratuit prévue à l'article 787 B du Code général des impôts pour les biens compris sous l'article .

A cet effet, elles déclarent :

- qu'aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Louis HAINSSSELIN, notaire soussigné, ce jour et dès avant les présentes, le Donateur et ses associés ont pris, pour eux-mêmes et pour leurs ayants cause à titre gratuit, l'engagement collectif de conserver lesdites parts sociales, pour une durée de DEUX ans, toujours en cours ;

- que l'engagement collectif de conservation porte sur la totalité des droits financiers et des droits de vote attachés aux titres émis par ladite société ;

Le tout ainsi qu'il résulte d'une attestation émanant de la société et déposée à l'appui de la présente déclaration, certifiant que les conditions prévues à l'article 787 B a et b du C.G.I. ont bien été remplies jusqu'à ce jour.

- prendre l'engagement, pour elles et leurs ayants cause à titre gratuit, de conserver l'ensemble des parts sociales ci-dessus désignées pendant une durée de quatre ans à compter de l'expiration de l'engagement collectif visé ci-dessus ;

- que Madame Margarida GOLAB, associée de ladite société, exerce effectivement une fonction dirigeante dans ladite société constituant son activité principale, depuis la prise d'engagement collectif de conservation sus-visée, et continuera à l'exercer pendant trois ans à compter de ce jour.

Les soussignés reconnaissent être informés des conséquences fiscales pouvant résulter du non respect desdits engagements, consistant en la déchéance du régime de faveur assorti de pénalités de retard.

CALCUL DES DROITS

Valeur des biens donnés en toute propriété.....90.190,00 €

Exonération des 3/4 art 787 B du CGI, soit3/4

Reste taxable22.547,50 €

Abattement résiduelnéant

Droits :

* 0 à 22.548 € 20% = 4.509,50 €

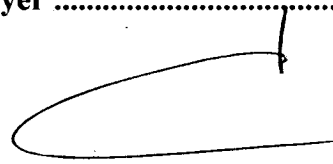
Montant des droits.....4.510,00 €

Le Donateur ayant moins de 70 ans (art 790 du CGI)

Bénéficie d'une réduction de droits e 50 %..... 50%

Montant des droits à payer2.255,00 €



  AR

CHARGES ET CONDITIONS RELATIVES AUX PARTS SOCIALES

La donation est conclue sous les charges et conditions ordinaires et de droit et sous celles suivantes que le Donataire s'oblige à exécuter :

- Le Donateur consent dès à présent tous abandonnements et dessaisissements de propriété nécessaires ;
- les impôts et contributions seront à la charge du Donataire à compter du jour de l'entrée en jouissance ;
- les droits sociaux donnés sont transférés libres de dettes et de privilèges, sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits soit en vertu de la loi ;
- Le Donataire sera propriétaire des parts à compter de la signature des présentes. Il sera subrogé dans les droits et obligations attachés à ces parts, à compter de la date d'entrée en jouissance.
- Le Donataire déclare avoir parfaite connaissance des statuts de la société et des décisions prises en assemblée générale des associés, par la remise qui lui en a été faite par le donateur dès avant les présentes ; il s'engage en tant que de besoins à les respecter, de sorte que le donateur ne soit ni recherché ni inquiété à ce sujet.

AGREMENT DE LA DONATION

La présente donation est libre de tout agrément conformément aux statuts

PUBLICITE

La présente donation sera signifiée à la Société aux frais du Donataire.

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE DES PARTIES

Les Donateurs déclarent confirmer les énonciations figurant en tête de l'acte, relatives à leur état-civil, leur statut matrimonial et leur résidence.

Ils ajoutent :

- être de nationalité française ;
- ne pas être placés sous l'un des régimes de protection des incapables majeurs ;
- ne pas avoir souscrit de mandat de protection future restreignant la capacité ;
- ne faire l'objet d'aucune mesure d'interdiction légale, ne pas être et ne jamais avoir été en état de faillite, redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou cessation de paiements ;
- jouir de la plénitude de leurs droits et capacité ;

Le Donataire déclare confirmer les énonciations figurant en tête de l'acte, relatives à son état-civil, son statut matrimonial et sa résidence.

Il ajoute :

- être de nationalité française ;
- ne pas être placé sous l'un des régimes de protection des incapables majeurs ;
- ne pas avoir souscrit de mandat de protection future restreignant la capacité ;
- ne faire l'objet d'aucune mesure d'interdiction légale, ne pas être et ne jamais avoir été en état de faillite, redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou cessation de paiements ;
- et enfin jouir de la plénitude de ses droits et capacité.

Le notaire soussigné a procédé à la vérification des déclarations qui lui ont été faites par les Donateurs relatives à leur capacité de disposer en procédant à toutes investigations utiles à cette fin, notamment à la consultation du site BODACC, INFOGREFFE ou site équivalent.



Le document attestant de cette consultation, annexé après mention, a révélé l'absence de toute inscription.

les Donateurs ont néanmoins été informés des sanctions encourues en cas de dissimulation par eux d'un état de cessation des paiements ou de l'ouverture à leur encontre d'une procédure collective : sanctions pénales et/ou civiles pouvant aller de l'inopposabilité de la donation à la procédure collective, jusqu'à sa nullité.

FORMALITES D'ENREGISTREMENT

Le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement.

PUBLICATION

Le présent acte sera déposé au greffe du tribunal de commerce auprès duquel la société est immatriculée, conformément aux prescriptions légales et réglementaires.

Tous pouvoirs sont donnés à tout porteur d'expéditions du présent acte en vue de l'accomplissement de cette formalité.

FRAIS

Les frais et droits de la donation et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive du Donateur qui s'y oblige.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective.

CERTIFICAT D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, telle qu'elle figure en tête du présent acte, lui a été régulièrement justifiée.

CARACTERE AUTHENTIQUE DES ANNEXES

Les annexes ci-dessus relatées portées à la connaissance des parties, revêtues de la mention d'annexe signée par le notaire, ont un caractère authentique et font partie intégrante du présent acte.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données vous concernant et à les transmettre à certaines administrations, notamment au service de la publicité foncière aux fins de publication et à des fins foncières, comptables et fiscales.

Pour les seuls actes relatifs aux mutations immobilières, certaines données sur le bien et son prix, seront transcrites dans une base de données immobilières à des fins statistiques.

Les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant directement auprès de l'office notarial dénommé "Etude de Maître HAINSSELIN", sis à NANTEUIL-LE-HAUDOUIN (60440), 12 place de la République - Tél : n° 03 44 88 00 05 - Fax : 03 44 88 32 89 - Adresse mail : jl.hainsselin@notaires.fr ou via le Correspondant de la Protection des Données désigné par l'office à : cpd-adsn@notaires.fr.



DONT ACTE sur HUIT pages

La lecture du présent acte a été donnée aux parties et leurs signatures ont été recueillies sur l'acte par le notaire soussigné, aux date et lieu indiqués en tête des présentes.

Ledit acte comprenant :

- mot(s) rayé(s) nul(s) : *Aveu*
- chiffre(s) rayé(s) nul(s) : *Aveu*
- ligne(s) rayée(s) nulle(s) : *Aveu*
- barre(s) tirée(s) dans les blancs : *Aveu*
- et *O* renvoi(s) qui sont spécialement approuvés par les requérants et intervenants dont il y a lieu de réincorporer le texte dans le corps du présent acte et qui forment un tout avec ledit acte.

Mr Jean-Claude PROUST	Mme Amélie ROGGERO
Me J.L HAINSSELIN	



Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT DE SENLIS

Le 30/12/2013 Bordereau n°2013/1 293 Case n°3

Ext 3694

Enregistrement : 2 255 € Pénalités :

Total liquidé : deux mille deux cent cinquante-cinq euros

Montant reçu : deux mille deux cent cinquante-cinq euros

Le Contrôleur des finances publiques

Thierry NUBOL
Contrôleur des Finances publiques

POUR COPIE AUTHENTIQUE CERTIFIEE CONFORME
DELIVREE SUR NEUF PAGES

